

La Suisse trahie
Notre Constitution fédérale manipulée

(page 3)

Verrat an der Schweiz
Unsere Bundesverfassung manipuliert

(Seite 25)

Philippe Brennenstuhl

EDITIONS PATRIOT
Verlag Patriot

2ème édition
2004

Traîtrises et manipulations

Qu'est-ce une Constitution et à quoi sert-elle ? Une Constitution, c'est le ciment de la patrie qui a lié les briques de notre histoire. Une Constitution doit être inaltérable et intouchable. Elle doit résister aux intempéries, à la pluie, à la neige. De là vient son caractère divin. C'est aussi la protection contre toute agression qui pourrait venir comme par le passé de l'extérieur ou comme aujourd'hui de l'intérieur, avec ceux qui voudraient diluer notre entité dans le grand fourre-tout mondialiste. Le symbole de la Constitution est la bannière rouge à croix blanche, qui exprime un principe éternel.

Aujourd'hui, on s'aperçoit que la trahison est patente. En effet, comment interpréter un arrêt du Tribunal fédéral du 9 juillet 2003, qui juge discriminatoire et anticonstitutionnelle une décision prise par la population d'Emmen, ayant fait usage de son droit de vote populaire chèrement acquis à travers les siècles ? Au vu de jugements aussi incompréhensibles et antipatriotiques, il y a trahison : la Constitution, qui devait protéger le peuple, maintenant se retourne contre lui dans le but de l'asservir.

De tels jugements ne se prononcent pas pour le bien du peuple, mais au profit de forces extérieures qui utilisent notre Constitution pour nous imposer leur vision idéologique du futur : la mondialisation, c'est-à-dire le chaos programmé (vieille habitude des internationalistes). Qui se cache donc derrière les juges du Tribunal fédéral et à quelles influences ou pressions occultes sont-ils soumis ? Faut-il rappeler que, dans notre démocratie directe, c'est le peuple qui décide avec qui il veut et surtout avec qui il peut vivre en harmonie, et non pas le Tribunal fédéral qui n'est pas élu par le peuple.

Les droits fondamentaux sont devenus un miroir aux alouettes, piège dans lequel le peuple suisse est tombé lors des votations sur la nouvelle Constitution en 1999. La réalité constitutionnelle actuelle c'est l'arbitraire pour le peuple suisse et des privilèges pour les étrangers. Au vu des décisions complices prises de concert entre le Conseil fédéral et le Tribunal fédéral sur l'application de la Constitution, la vision internationaliste et mondialiste s'est imposée. Cette infamie demande une réaction immédiate et salutaire contre ceux qui oeuvrent pour la disparition de notre patrie et qui sont, par ce but, à la solde de l'étranger.

Les droits fondamentaux artificiels aujourd'hui inscrits dans la Constitution ont sournoisement remplacé les droits ancestraux, reconquis maintes fois de haute lutte par nos ancêtres à travers les guerres et les révolutions qui ont marqué notre histoire. De plus, ces nouveaux droits fondamentaux se trouvent à maintes reprises et de manière crasse annulés par des lois fédérales. Le pire des exemples c'est l'art. 261^{bis} du Code pénal qui supprime notamment la liberté d'expression et qui a été introduit juste avant l'attaque par le Congrès Juif Mondial au sujet des fonds en déshérence. Cet article devait décourager toute résistance à la vision historique de ce lobby influent. Les procès à grand spectacle et à lourdes condamnations pour les citoyens suisses qui ont eu le courage de résister, montrent bien que tout cela est organisé au plus haut niveau du gouvernement.

Un autre exemple est l'idée de la création d'une police fédérale. Cette police servira à mâter le peuple et non pas à le protéger. Il s'agira de terroriser le citoyen suisse et de verrouiller toute action venant du peuple ayant pour but d'empêcher cette marche funèbre vers la destruction de notre pays, organisée par les traîtres qui font semblant de diriger le pays mais, en fait, sont téléguidés de l'extérieur. Les prémices fatales se font déjà sentir dans la rue, dans l'économie et dans nos tribunaux par la perte de toute morale, de toute sécurité et de toute justice réelle, puisque déjà la pseudo-élite de la justice enferme des citoyens suisses pour leurs idées.

La nouvelle Constitution subit actuellement une interprétation à l'envers. La trahison est méthodique et multiple. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les partis de gauche comme de droite n'ont eu de cesse que de mépriser et de culpabiliser le bon peuple sur son histoire et sur ses sensibilités ethno-patriotiques. En effet, cette politique a été et est encore menée aujourd'hui sous le joug de deux idéologies destructrices de patries : l'international socialo-marxiste et son jumeau le capitalisme apatride mondialisé, qui en définitive sont régis par les mêmes principes et aux ordres des mêmes maîtres. Il est à noter que cette politique n'a pu s'appliquer que grâce aux chiens de garde de ce système : dénonçons les médias qui sont pratiquement tous tombés dans les mains des marxistes et des sionistes et qui ont empêché et empêchent toute résistance instinctive patriotique à la mondialisation, c'est-à-dire à l'américanisation de notre pays. Toute tentative de résistance du citoyen est ainsi paralysée, ce qui a engendré le chaos généralisé que nous vivons aujourd'hui.

Les partis politiques se sont établis en « nomenklatura » et après s'être bien gavés de ce système, ils restent sans réaction agrippés à leurs paradis perdus

et englués dans les scandales à répétition, qui vont, cités dans le désordre, du pillage des banques cantonales, du chantage à la santé par le racket des caisses-maladie (LAMal), de la mise en bourse illégitime de la fortune AVS, en passant par l'Expo 02, véritable Caverne d'Ali Baba pour ses concepteurs et dirigeants, jusqu'à la chute, humainement et financièrement vertigineuse, de nos compagnies aériennes. Les partis sont tragiquement responsables de cette longue décadence, pour cause de copinage et d'incompétence ; c'est sans doute pour cela qu'ils sont appelés à disparaître. On se rend compte qu'aujourd'hui, seuls le patriotisme et la démocratie directe sont devenus l'arme absolue et véritable contre la gauche internationaliste, et ses hommes de main alter-mondialistes, allant de pair avec la droite et ses voraces boursicoteurs apatrides, destructeurs d'emplois et de savoir-faire. Sans une franche réaction du peuple et des peuples d'Europe, le pire reste à venir.

Le recours de droit public déposé au Tribunal fédéral le 7 juillet 2003 et reproduit ci-après, montre concrètement comment la Constitution, l'esprit même des pères fondateurs de la Suisse et du pacte de 1291, est trahie par les siens. Les juges se mêlent de ce qu'ils ne connaissent pas. Dans la présente condamnation, ils confondent race et religion, ce qui démontre parfaitement leur incompétence et leur analphabétisme ethnographique ou encore leur volonté de semer la confusion, ou les deux à la fois. Ceci est extrêmement grave de la part de personnes auxquelles on donne autant de pouvoir et qui, par leurs décisions de portée nationale, mettent en danger le futur de notre pays.

Recours de droit public pour violation de la Constitution

**déposé à la Cour plénière du Tribunal fédéral
1000 Lausanne 14**

le 7 juillet 2003

1. Recourant

Philippe Georges Brennenstuhl

2. Designation de l'arrêt attaqué

Jugement rendu le 22 mai 2002 par le Tribunal pénal de l'arrondissement de la Veveyse dans la cause qui l'oppose au Ministère public du canton de Fribourg, intimé, représenté par Me Marc Bugnon, Substitut du Procureur général, rue de Zaehringen 1 à Fribourg, et

Jugement rendu le 4 juin 2003 (porté à la connaissance du recourant le 18 juin 2003) par le Tribunal cantonal de l'Etat de Fribourg CAP 2002 37 & 38 COUR D'APPEL PENAL, Composition de la Cour : M. Papaux, président, MM. Urwyler et Bugnon, juges. Greffier : M. Geismann.

3. Recevabilité

Lors de la votation sur la nouvelle Constitution (18 avril 1999), le Conseil fédéral a déclaré :

«La Constitution fédérale est le droit national le plus élevé. Elle prime toutes les règles fixées par la Confédération, par les cantons et par les communes. Les citoyens doivent pouvoir saisir rapidement ce qui fait l'essence de l'Etat fédéral suisse et quels droits fondamentaux sont les leurs. La nouvelle Constitution énonce clairement leurs droits et leurs devoirs à l'égard de la collectivité. Car il faut être instruit de ses droits et en faire usage pour pouvoir exercer sa responsabilité à l'égard de soi et à l'égard de la société et participer pleinement à la vie politique.»

Les droits fondamentaux ont pour fonction de protéger les citoyens. Nombre de ces droits procèdent du droit non écrit et n'apparaissent pas dans la Constitution actuelle. La nouvelle Constitution les garantit expressément et oblige les autorités à pourvoir à leur réalisation. Désormais, le citoyen ne sera plus obligé de se plonger dans les arrêts du Tribunal fédéral et dans les conventions internationales pour savoir quels sont ses droits fondamentaux. Et s'ils sont violés, il pourra saisir la justice.»

Conformément à l'art. 189 al. 1a. de la nouvelle Constitution, le Tribunal fédéral connaît des réclamations pour violation de droits constitutionnels. Le Tribunal fédéral a le pouvoir de constater qu'une loi fédérale viole la Constitution et de soumettre des propositions à l'Assemblée fédérale. (Pour les références et commentaires de loi, voir Annexe 1).

4. Conclusions du recourant

1. La Cour plénière du Tribunal fédéral est appelée à constater que l'art. 261^{bis} du Code pénal viole : la dignité du peuple suisse (art. 7 Cst.), l'essence de la Constitution suisse (art. 36 Cst.), le principe d'indépendance et de neutralité (art. 185 et 186 Cst.).
2. La Cour plénière du Tribunal fédéral est appelée à constater que le jugement cantonal de première et deuxième instance contre Philippe Georges Brennenstühl, fondé sur l'art. 261^{bis} CP, viole les libertés d'opinion et d'information (art. 16 Cst.) et la liberté des médias (art. 17 Cst.)

3. La Cour plénière du Tribunal fédéral est appelée à constater que l'application de l'art. 261^{bis} CP fait obstruction à la libre recherche scientifique dans le domaine de l'histoire (violation de l'art. 20 Cst.) empêchant ainsi la libre formation de l'opinion politique des citoyens (violation de l'art. 34 Cst.).
4. La Cour plénière du Tribunal fédéral est appelée à constater que l'application de l'art. 261^{bis} CP par les tribunaux bafoue les principes d'une Justice compétente, indépendante et impartiale (violation de l'art. 30 Cst.) et empêche le respect et la réalisation des droits fondamentaux dans l'ensemble de l'ordre juridique. (violation de l'art. 35 Cst.).
5. La Cour plénière est appelée à réhabiliter Philippe Georges Brennenstuhl dans la mesure où il n'a pas été entendu par les tribunaux cantonaux (violation de l'art. 29 Cst.) et dans la mesure où il a été traité par ceux-ci avec arbitraire et contraire aux règles de la bonne foi (violation l'art. 9 Cst.).
6. La Cour plénière est appelée à accorder à Philippe Georges Brennenstuhl le bénéfice de l'art. 154 Organisation judiciaire [OJ] concernant le présent recours de droit public d'intérêt national.
7. La Cour plénière est appelée à annuler le jugement contre Philippe Brennenstuhl et à proposer à l'Assemblée fédérale et au Conseil fédéral l'abolition immédiate de l'art. 261^{bis} CP, afin de rétablir la dignité humaine du peuple suisse, son ordre constitutionnel et légal, son indépendance, sa neutralité et son éthique.

5. Exposé des faits essentiels

(tirés du jugement du 4 juin 2003)

Par ordonnance du 15 juin 2001, le juge d'instruction a renvoyé Philippe Georges Brennenstuhl, vice-président de l'Association Vérité & Justice pour discrimination raciale au sens de l'art. 261^{bis}, al.4 CP. Il lui est reproché d'avoir, par le biais de cette association, imprimé, publié et distribué, en mars 2000, un livret intitulé «Le contre-rapport Bergier» et, en août 2000, un livret intitulé «Le procès Amaudruz, une parodie de justice», deux écrits dont le contenu est, dans l'ensemble, révisionniste et antisémite.

Par jugement rendu le 22 mai 2002, le Tribunal pénal de l'arrondissement de la Veveyse a prononcé ce qui suit : Philippe Georges Brennenstuhl est reconnu coupable de discrimination raciale. En vertu des art. 261^{bis} al.4, 63, 68 ch.1 CP, il est condamné à une peine de 3 mois d'emprisonnement.

Par mémoire du 8 juillet 2002, Philippe Brennenstuhl a recouru contre ce jugement, en invoquant la violation du droit du prévenu de se taire et la prise en compte arbitraire de ses antécédents.

La Cour a consacré à la cause sa séance de ce jour. Philippe Brennenstuhl a été interrogé sur sa situation personnelle. Le recourant, invoquant le droit au silence, reproche au tribunal pénal d'avoir relevé son refus de s'expliquer clairement sur les motivations qui l'ont poussé à agir (jugement p. 28, DO 10045). Ainsi, les juges de la première instance ont noté que le condamné jouait sur les mots, en laissant planer le doute lorsque la question lui a été posée s'il était antisémite ou lorsqu'il lui était demandé quels étaient ses rapports avec les juifs.

La motivation du prévenu qui l'a poussé à agir entre manifestement dans les paramètres pertinents pour individualiser la peine. Comme l'a rappelé la jurisprudence de la Cour de céans, le comportement du prévenu durant l'enquête, l'instruction et les débats constitue un élément dont il faut tenir compte dans l'application de l'art. 63 CP. La critique du recourant n'est manifestement pas fondée.

Le recourant s'en prend également à la quotité de la peine et reproche aux juges de la première instance d'avoir donné un poids particulier à ses antécédents qui n'ont aucun rapport avec les infractions qui lui sont reprochées.

Il sied de rappeler que tout en exigeant que la peine soit fondée sur la faute, l'art. 63 CP n'énonce pas de manière détaillée et exhaustive les éléments qui doivent être pris en considération, ni les conséquences exactes qui faut (sic!) en tirer quant à la fixation de la peine ; cette disposition confère donc au juge un large pouvoir d'appréciation.

De ce point de vue, la Cour de céans s'impose une certaine retenue, n'admettant un recours portant sur la quotité de la peine que si la sanction a été fixée en dehors du cadre légal, si elle est fondée sur des critères étrangers à l'art. 63 CP, si des éléments d'appréciation prévus par cette disposition n'ont pas été pris en compte ou enfin si la peine apparaîtrait exagérément sévère ou clémente au point que l'on doit parler d'abus de pouvoir d'appréciation.

Le recourant a été reconnu coupable de discrimination raciale au sens de l'art. 261^{bis} al.4 CP. Un tel comportement est puni de

l'emprisonnement de 3 jours à trois ans ou de l'amende. Ses antécédents judiciaires sont constitués d'une condamnation à une peine de 22 mois d'emprisonnement prononcée le 16 avril 1986 pour violation de la loi fédérale sur le matériel de guerre et violation de la loi fédérale sur les substances explosives. Il a en outre été condamné le 26 janvier 1999 à 15 jours d'emprisonnement avec sursis durant 2 ans pour infraction à la loi fédérale sur l'asile. Ces antécédents, qui ne concernent pas l'art. 261^{bis} CP et qui ne peuvent être considérés comme particulièrement lourds, doivent néanmoins être pris en compte dans la fixation de la peine. Il ressort cependant du premier jugement que ces antécédents n'ont pas été déterminants dans l'appréciation des juges. Ceux-ci ont mis l'accent sur le comportement du recourant qui a cautionné et diffusé des textes niant, ou à tout le moins, minimisant grossièrement l'Holocauste et le génocide juif, s'en prenant ainsi directement à la dignité des personnes de religion juive. Les juges de la première instance ont aussi été sensibles à l'absence de repentir et à l'attitude négative du prévenu durant les débats, comportement que la Cour a pu également constater lors de la comparution à sa séance.

Compte tenu de ces éléments et de la situation personnelle du prévenu qui a correctement été exposée et qui ne s'est pas modifiée depuis le premier jugement, la peine de 3 mois d'emprisonnement n'offre pas de flanc à la critique.

Philippe Georges Brennenstuhl est reconnu coupable de discrimination raciale. En vertu des art. 261^{bis} al.4, 63, 68 ch.1 CP, il est condamné à une peine de 3 mois d'emprisonnement.

Art. 261^{bis}, al. 4 du Code pénal

(en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995)

Celui qui aura publiquement, par la parole, l'écriture, l'image, le geste, par des voies de fait ou de toute autre manière, abaissé ou discriminé d'une façon qui porte atteinte à la dignité humaine une personne ou un groupe de personnes, en raison de leur race, de leur appartenance ethnique ou de leur religion ou qui, pour la même raison, niera, minimisera grossièrement ou cherchera à justifier un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

6. Exposé des droits constitutionnels et principes légaux et moraux violés par le jugement

Violation de l'art. 7 Cst.

La dignité humaine doit être respectée et protégée.

La dignité humaine du peuple suisse a été doublement bafouée : premièrement par l'introduction dans le Code pénal d'une disposition manifestement anti-constitutionnelle, à savoir l'art. 261^{bis} CP, et deuxièmement par l'application de cette disposition au détriment du peuple suisse aux fins de protéger la vision historique d'une minorité influente.

La dignité humaine c'est de rechercher et de rétablir la vérité s'il y a lieu, ce qui serait normalement le travail fondamental de la Justice. A présent, celle-ci ne fait que bloquer toute initiative qui pourrait déboucher sur une version de l'histoire complètement différente de celle qu'on veut nous imposer, s'il le faut par la force, en se servant de nos institutions et magistrats.

Violation de l'art. 36 Cst. al. 4

L'essence des droits fondamentaux est inviolable

L'art. 261^{bis} CP viole l'essence des droits fondamentaux qui est sacrée et divine, étant donné que la Constitution suisse, dans son Préambule, accorde à Dieu Tout-Puissant la première place dans notre pays.

Violation de l'art. 185 al.1. Cst.

Le Conseil fédéral prend des mesures pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse.

Le Conseil fédéral a oeuvré pour l'introduction de l'art. 261^{bis} CP en 1995. Il a manqué à son devoir de préserver l'indépendance et la neutralité du pays en accordant un statut d'exception à la Communauté juive, au détriment du peuple suisse.

Violation de l'art. 186 Cst, al. 4

Le Conseil fédéral veille au respect du droit fédéral [...]

Si le Conseil fédéral avait respecté le droit fédéral, il aurait annulé l'art. 261^{bis}, manifestement anti-constitutionnel, au plus tard lorsque la nouvelle Constitution est entrée en vigueur en 1999.

Violation des droits fondamentaux

En appliquant l'art. 261^{bis} CP, le jugement cantonal du 22 mai 2002, confirmé par la Cour d'Appel pénal cantonale le 4 juin 2003, viole les droits fondamentaux constitutionnels suivants :

L'art. 16 al 1 et 2 Cst. *Libertés d'opinion et d'information*

La liberté d'opinion et la liberté d'information sont garanties. Toute personne a le droit de former, d'exprimer et de répandre librement son opinion.

La liberté d'expression est faite pour que les citoyens qui ont quelque chose à dire puissent s'exprimer en libre conscience historique, religieuse etc. et ainsi se faire entendre par le peuple et ses élus.

L'art. 17 al. 1 Cst. *Liberté des médias*

La liberté de la presse [...] est garantie.

En ce qui concerne «Le contre-rapport Bergier», l'édition de cette brochure a été faite ouvertement étant donné que la Constitution garantit les libertés mentionnées plus haut. Si les éditeurs avaient voulu discriminer la Communauté juive, ils seraient restés dans l'anonymat.

Les éditeurs ont suivi le Conseil fédéral lorsque ce dernier, dans son message du 18.4.1999 a déclaré «*qu'il faut être instruit de ses droits et en faire usage pour pouvoir exercer sa responsabilité à l'égard de soi et à l'égard de la société et participer pleinement à la vie politique.*»

Violation de l'art. 20 Cst. *Liberté de la science*

La liberté de l'enseignement et de la recherche scientifiques est garantie.

La recherche dans le domaine historique est une condition impérative pour pouvoir participer pleinement à la vie politique. L'art. 261^{bis} CP fait obstruction à une libre recherche historique.

Violation de l'art. 34, al. 1 et 2 Cst. *Droits politiques*

Les droits politiques sont garantis.

La garantie des droits politiques protège la libre formation de l'opinion des citoyens et des citoyennes et l'expression fidèle et sûre de leur volonté.

Faisant obstruction à une libre recherche historique, l'art. 261^{bis} CP empêche la libre formation de l'opinion des citoyens, entravant l'exercice de leurs droits politiques.

Violation de l'art. 30, al. 1 Cst. :

Toute personne dont la cause doit être jugée dans une procédure judiciaire a droit à ce que sa cause soit portée devant un tribunal établi par la loi, compétent, indépendant et impartial.

«Le contre-rapport Bergier» a été envoyé à 240 membres du Conseil national et à la presse. Aucun de ces personnages de la vie publique n'a réagi, à l'exception du Conseiller national écologiste Patrice Mugny, dont l'impartialité reste à démontrer.

Si le contenu de la brochure avait été mensonger, la presse l'aurait démenti. En réalité, il s'agit d'une contre information vitale. Celle-ci ne peut être considérée comme choquante puisque ceux qui y ont eu accès n'ont pas réagi.

Comment le tribunal peut-il mettre une rectification de l'histoire sur le compte du racisme et comment peut-il connaître le bien-fondé de cette rectification s'il n'ouvre pas une enquête scientifique ? Si des spécialistes amènent des éléments nouveaux, la «notoriété publique» et les preuves antérieures doivent être revues. Avec le matériel technique et humain dont on dispose aujourd'hui, une nouvelle appréciation des faits s'impose, n'en déplaise aux milieux intéressés.

Dans un procès de diffamation ou de calomnie, l'accusé qui prouve qu'il a dit la vérité est libre. Ceci engage les juges à recevoir et à examiner les preuves de façon impartiale. Pourquoi en serait-il autrement en ce qui concerne une remise en question critique de l'histoire ?

L'histoire ne peut être érigée en dogme. Ce sont les faits qui comptent et non pas des éléments subjectifs et personnels. Être judéophile ou anti-juif n'est pas la question, ou alors les juges seraient les premiers à devoir renseigner le citoyen suisse sur leur appartenance à des partis politiques, à des sectes, à des organisations supranationales, franc-maçonniques, ou tout autre groupe de pression occulte.

Vouloir rechercher chez Philippe Brennenstuhl une démarche politique dans la publication de ces brochures qui ne donnent aucun message politique, ni une apologie idéologique présente ou passée, est donc erroné et n'est qu'un prétexte pour remplir un dossier vide. Ce qui est impératif, c'est le droit de revisiter une partie de l'histoire.

A contrario, au vu des refus systématiques de la justice d'enquêter sur une remise en question de cette partie de l'histoire par des citoyens suisses, on est en droit de se demander s'il existe des sympathies ou des intérêts liant les juges à la Communauté juive ou au Congrès Juif Mondial, ou des pressions politiques qui leur enlèveraient toute indépendance et impartialité.

La justice elle-même n'a pas à prendre position dans le domaine historique ou politique. Sa tâche est de chercher la vérité, en faisant appel à des spécialistes de la mécanique, de la technique, de la chimie et de l'histoire, sinon elle fait obstruction à la recherche historique libre.

L'art. 30 Cst. est violé dans la mesure où les tribunaux cantonaux n'ont pas fait preuve de compétence, d'indépendance et d'impartialité dans l'instruction de cette affaire.

Violation de l'art. 30 al. 3 Cst.

L'audience et le prononcé du jugement sont publics.

En ce qui concerne la brochure «Le procès Amaudruz», il s'agit du compte-rendu d'un procès public. Les médias ont maintes fois cité, avant, pendant et après le procès, les positions de M. le Dr. Amaudruz sans être inquiétés.

Violation de l'art. 35, al. 1 et 2 Cst. *Réalisation des droits fondamentaux*

Les droits fondamentaux doivent être réalisés dans l'ensemble de l'ordre juridique. Quiconque assume une tâche de l'Etat est tenu de respecter les droits fondamentaux et de contribuer à leur réalisation.

Violation de l'art 29, al.2 Cst. *Garanties générales de procédure*

Les parties ont le droit d'être entendues

Violation de l'art. 9 Cst. *Protection contre l'arbitraire et protection de la bonne foi*

Toute personne a le droit d'être traitée par les organes de l'Etat sans arbitraire et conformément aux règles de la bonne foi.

En appliquant l'art. 261^{bis} CP, les juges des tribunaux cantonaux n'ont pas respecté les droits fondamentaux constitutionnels, ni contribué à leur réalisation. De surcroît, ils ont sciemment et volontairement refusé d'entendre Philippe Brennenstuhl lorsque celui-ci a revendiqué ses droits constitutionnels. En conséquence, il a décidé de se taire.

Sur la personnalité de Philippe Brennenstuhl

Mobiles et comportement

Le jugement donne une image erronée de Philippe Brennenstuhl, en faisant apparaître son silence comme un refus de coopération. En réalité, ce silence était dû au fait que les juges ont, dès le début de l'enquête, réagi par le silence et le mépris lorsqu'il a invoqué ses droits constitutionnels.

En instruisant cette affaire, les juges cantonaux étaient parfaitement au courant que l'inculpation de Philippe Brennenstuhl était contraire aux droits constitutionnels. Dans le jugement, ils soulignent le silence de Philippe Brennenstuhl, mais ils n'expliquent pas leur silence.

Ce détournement de situation est extrêmement grave. D'autant plus qu'ils ont accusé Philippe Brennenstuhl de «jouer sur les mots» alors que ce sont eux qui ont laissé planer le doute. Quand le Juge a posé la question à Philippe Brennenstuhl s'il était antisémite, ce dernier lui a demandé quelle était sa définition juridique et historique de ce terme. Le juge, dans l'incapacité la plus totale de donner une définition, s'est abstenu de répondre, d'où le silence de

Philippe Brennenstuhl sur la question. Dans tous les cas, ces questions sortent complètement du cadre du pourquoi de la publication des deux brochures.

Le dol est manifeste. Par leur profession et leur fonction, les juges ne pouvaient ignorer qu'ils violaient la Constitution qui est la loi suprême et fondamentale de notre pays. Que pouvons-nous déduire de ces violations graves et répétées de la Constitution, par des juges - hommes de loi - censés être au service du citoyen ? A quoi ou à qui sont-ils soumis en définitive ? Leur but doit être connu car une telle unanimité entre eux est extrêmement douteuse.

Comment un accusé peut-il être coopératif lorsqu'il s'aperçoit qu'il y a blocage sur la recherche de la vérité ? Comment ces tribunaux auraient-ils jugé Guillaume Tell, lorsque ce dernier a refusé de saluer le chapeau de Gessler ? Il faudrait savoir si les juges sont à la solde de Gessler ou s'ils représentent les intérêts du peuple. Une légende nationale n'est pas une histoire du passé vide de sens, mais le véhicule de valeurs éternelles dont fait partie la recherche de la vérité, condition sine qua non de la liberté.

Antécédents

Il n'existe aucun rapport entre les antécédents et cette condamnation pour «racisme» et «antisémitisme». Vu le fait que Philippe Brennenstuhl a simplement usé de ses droits constitutionnels et qu'il n'a commis aucun crime ni aucune infraction à la loi, toute tentative de revenir sur le passé est vaine et doit être considérée comme un acte arbitraire destiné à remplir un dossier vide.

En s'intéressant aux antécédents, les juges, s'ils avaient respecté les règles de la bonne foi, auraient constaté qu'il n'y a pas eu de récidives aux deux infractions antérieures, ce qui montre que Philippe Brennenstuhl est parfaitement capable de tirer la leçon d'une expérience.

On peut se demander sur quoi les juges se sont basés pour condamner Philippe Brennenstuhl, étant donné qu'il n'existe aucun rapport entre les antécédents prescrits et l'édition des deux brochures. En effet, le juge qui a instruit l'affaire devait le faire à charge et à décharge. On s'aperçoit qu'il ne l'a fait qu'à charge. Ceci démontre bien dans quel état d'esprit cette affaire s'est instruite, puisqu'on ne trouve aucun élément à décharge, sans compter que ceux qui étaient à charge n'étaient que subjectifs.

Situation personnelle

Le juge n'a pas pris en considération le parcours professionnel de Philippe Brennenstuhl qui montre qu'il s'agit d'un personnage polyvalent, titulaire de plusieurs certificats de capacité professionnelle.

Dès sa jeunesse, Philippe Brennenstuhl a été responsable de la sécurité, au niveau international, de hautes personnalités du monde financier et politique. Il a été un pilote de compétition automobile faisant partie de l'élite du pays (Formule 3) et il est aussi un pilote d'avion ayant une formation de niveau professionnel avec des qualifications multi-moteur et voltige.

Ce qui démontre qu'il s'agit d'une personne apte à faire face à des défis qui demandent du sang-froid et de l'analyse, de la sobriété, une hygiène physique et, par les risques encourus dans ces activités sportives et professionnelles, une appréciation objective des faits.

7. Exceptions en matière de contestations de droit public

Le requérant sollicite l'application de l'art. 154 Organisation judiciaire [OJ] concernant son recours de droit public au Tribunal fédéral qui présente un intérêt national en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel dans notre pays. Cet article stipule :

Lorsqu'il n'y a, dans des contestations de droit public, ni affaire civile ni intérêt pécuniaire, il peut être fait abstraction, pour des motifs particuliers et à titre exceptionnel, de l'émolument judiciaire et des dépens.

7 juillet 2003

signé : Philippe Brennenstuhl

Conclusion

Depuis une dizaine d'années, nos gouvernants successifs, de gauche comme de droite, pressés par le lobby mondialiste et par la dictature des médias et, à grand renfort de propagande naturellement payée par le contribuable, ont dénaturé notre démocratie directe en empêchant la libre formation de l'opinion des citoyens et l'expression fidèle et sûre de leur volonté souveraine.

En 1999, le Conseil fédéral, sous prétexte de «dépoussiérer» l'ancienne Constitution, a proposé au peuple une nouvelle Constitution fédérale, où *les droits fondamentaux* seraient désormais inscrits. Cette décision a surtout été une escroquerie intellectuelle, car le but réel de cette entreprise a été d'insérer des articles prétendument constitutionnels, mais qui sont en réalité alignés sur des chartes internationales (certains de ces accords internationaux ont été signés par le Conseil fédéral à l'insu du peuple suisse) et qui remettent en cause nos droits ancestraux, c'est-à-dire tous nos acquis de liberté et d'indépendance.

En effet, les nouvelles règles introduites dans notre Constitution représentent un corps étranger par rapport à notre histoire et à notre culture. Il s'agit notamment du «*respect du droit international*» (art. 5), voulant réellement dire obligation de se soumettre aux lois étrangères et répression vis-à-vis de tous ceux qui oseraient s'y opposer, les juges du Tribunal fédéral transformés pour l'occasion en hommes de main au service de la mafia mondialiste.

Une autre nouveauté concerne la «*dignité humaine*» (art. 7), dont l'interprétation ne peut être que subjective. Effectivement, un flou volontaire entourant la définition de ce terme, les juges ont tout loisir de l'interpréter comme bon leur semble afin de condamner les opposants.

La nouvelle règle concernant l'interdiction de la «*discrimination raciale*» (art. 8) forme le lien politique avec *la norme anti-raciste* (art. 261^{bis} du Code pénal) et poursuit le même but qui consiste à museler le peuple suisse (à l'instar de tous les peuples d'Europe) concernant la politique suicidaire de l'immigration. Le point culminant est atteint avec la culpabilisation des peuples sur ce que l'on appelle communément *l'holocauste*, terme désignant un dogme historique devenu intouchable, brandi en permanence par les politiques et les médias, empêchant tout réflexe d'autodéfense patriotique contre la déferlante mondialiste.

Le Conseil fédéral s'est bien gardé dans son message du 18 avril 1999, proposant le oui pour la votation de la nouvelle Constitution, de nous avertir du danger de

ce virus mondialiste inhérent aux nouvelles règles, à savoir: perte totale de nos droits populaires et ancestraux et retournement des nouveaux articles pseudo-constitutionnels contre le peuple.

Comble du cynisme, le Conseil fédéral a trompé le peuple en lui faisant croire dans son message que le citoyen pourra saisir la justice lorsque ses droits fondamentaux sont violés. En accordant la primauté au droit international, le Conseil fédéral a trahi sa parole: Par le biais du Tribunal fédéral, il criminalise les citoyens qui mettent en pratique leurs droits fondamentaux et populaires, en accordant par ce moyen des avantages à des étrangers (exemple Emmen).

Remercions d'avance les juges du Tribunal fédéral de Lausanne de nous donner eux-mêmes les preuves du complot contre la patrie. Pour contrer cette infamie, le seul salut du peuple suisse c'est de se regrouper sous sa bannière rouge à croix blanche, donc sous la Constitution ancestrale et son application sans restriction, celle qui protège ses droits de nature divine. **Et que tous ceux qui oeuvrent pour la disparition de notre patrie fassent leurs valises, on ne les retient pas.**

Annexe 1

Références et commentaires de loi

Auer/Malinverni/Hottelier, «Droit constitutionnel suisse», vol. 1, Berne 2000

Chiffre 1015, page 357

Désormais, la règle exprimée aux art. 113 al. 3 aCst. et 191 Cst. n'est plus interprétée comme empêchant le Tribunal fédéral de contrôler la constitutionnalité des lois fédérales.

Chiffre 1835, page 649

Cela signifie concrètement que le juge est habilité à constater dans sa décision qu'une loi fédérale contient une violation de la Constitution ou d'un traité international. Cependant, il ne lui appartient pas de sanctionner cette constatation par une annulation ou par un refus d'application de la loi en question. Désormais, le Tribunal fédéral n'hésite plus à faire ouvertement usage de cette possibilité, en se réservant ainsi le droit de constater une violation de la Constitution ou du droit international que renferme une loi fédérale et d'inviter le cas échéant le législateur à la modifier.

Chiffre 1836, pages 650/651

Le contrôle de la constitutionnalité des lois fédérales n'est pas une faculté, une simple possibilité qui s'offre aux juges fédéraux, mais une obligation à laquelle ils doivent se soumettre et qui fait partie des tâches ordinaires de «l'autorité judiciaire suprême de la Confédération».

On ne voit pas quel motif juridique permettrait au Tribunal fédéral de renoncer à examiner la constitutionnalité d'une loi lorsque, saisi d'un recours ordinaire, il doit appliquer le droit d'office ou lorsque, dans un recours de droit public, ce grief est explicitement formulé. En refusant d'examiner la constitutionnalité des lois, le Tribunal fédéral se met en contradiction avec l'art. 189 al. 1 Cst. qui l'oblige à «connaître» des recours pour violation de droits constitutionnels et de traités. En d'autres termes, le grief de

la violation de la Constitution, soulevé à l'encontre d'une loi fédérale, est recevable, nonobstant l'art. 191 Cst., et doit donc être examiné quant au fond par le Tribunal fédéral.

chiffre 1837, page 651

Le changement opéré par cette jurisprudence est considérable. Les lois fédérales n'échappent plus au contrôle de leur conformité à la Constitution et au droit international. Leur immunité, longtemps prise pour établie, n'est plus.

Chiffre 1849, page 657

Lorsqu'une révision constitutionnelle, acceptée par le peuple et les cantons et entrée en vigueur conformément à l'art. 195 Cst., contredit une loi fédérale antérieure, l'art. 191 Cst. ne peut avoir pour effet d'obliger l'autorité à appliquer la loi et à violer la nouvelle disposition de la Constitution fédérale.

Edouard Schneider, „150 Jahre Bundesgericht“ (1998)

page 46 (le texte allemand fait foi)

Aujourd'hui, la puissance de la Confédération est devenue telle qu'une protection s'impose. Pour cette raison, il n'est pas opportun que des lois fédérales puissent échapper au contrôle du Tribunal fédéral.

En cas de litiges concrets, le Tribunal fédéral peut veiller à ce que les lois fédérales soient conformes à la Constitution.

En admettant qu'une série de cas concrets similaires conduise le Tribunal fédéral à constater la violation de la Constitution par une loi fédérale, le Parlement serait alors tenu d'abolir cette loi ou de la modifier.

Arrêt du Tribunal fédéral ATF 118 1a

page 353

Le Tribunal fédéral peut inviter le législateur à changer une norme anti-constitutionnelle.

Règlement du Tribunal fédéral, Loi Procédure fédérale 173.111.1 / Titre 2 Administration du tribunal, Chapitre 4 : Cour plénière, Art. 19, al.1 *Compétences*

La Cour plénière, composée des juges ordinaires élus par l'Assemblée fédérale, a les compétences suivantes :

6. Résoudre les problèmes juridiques intéressant l'ensemble du Tribunal.

9. Décider du contenu des prises de position particulièrement importantes et statuer sur [...] des propositions à soumettre à l'Assemblée fédérale.

Constitution fédérale

Art. 189 al.1a

Le Tribunal fédéral connaît des réclamations pour violation de droits constitutionnels.

Geiser/Münch, «Handbücher für die Anwaltspraxis»

page 54/2.1 et page 62/2.13 (le texte allemand fait foi)

Le recours de droit public au Tribunal fédéral sert en premier lieu à protéger les personnes physiques des violations de leurs droits fondamentaux constitutionnels par les autorités. Il s'agit d'un instrument judiciaire subsidiaire contre des décisions cantonales et des décisions cantonales de dernière instance.

Le Tribunal fédéral veille à l'application des droits fondamentaux, notamment en cas de violations graves des droits de liberté garantis par la Constitution fédérale.

Organisation judiciaire [OJ]

Art. 84, al.1a.

Le recours de droit public au Tribunal fédéral est recevable contre une décision ou un arrêté cantonal pour violation :

a. De droits constitutionnels des citoyens.

Art. 88

Ont qualité pour recourir les particuliers ou les collectivités lésés par des arrêtés ou décisions qui les concernent personnellement ou qui sont d'une portée générale.

Art. 89, al.1

L'acte de recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours dès la communication, selon le droit cantonal, de l'arrêté ou de la décision attaqués.

Art. 90, al.1

Outre la désignation de l'arrêté ou de la décision attaqués, l'acte de recours doit contenir :

a. Les conclusions du recourant

b. Un exposé des faits essentiels et un exposé succinct des droits constitutionnels ou des principes juridiques violés, précisant en quoi consiste la violation.

Loi fédérale sur la procédure pénale fédérale (Loi 312.0)

Art. 269, al. 1 et 2

*Le pourvoi en nullité n'est recevable que pour violation du droit fédéral.
Est réservé le recours de droit public pour violation de droits constitutionnels.*

Annexe 2

E-mail à l'UDC suisse concernant la décision du Tribunal fédéral
du 9 juillet 2003 déclarant inconstitutionnelle
la soumission des naturalisations au vote populaire

Date : vendredi 18 juillet 2003
De : Philippe Brennenstuhl
A : gs@svp.ch / à l'intention de M. Ueli Maurer

Cher Monsieur Maurer,

C'est en ma qualité de citoyen libre de ce pays, patriote, que je m'adresse à vous.

Suite à la décision scandaleuse du Tribunal fédéral, je suis étonné de la réaction de votre parti, qui propose l'idée d'un référendum sur des droits populaires, démocratiquement établis et utilisés en toute légalité par notre peuple souverain. Le Tribunal fédéral a retourné contre notre peuple le sens divin et immuable des droits acquis et conservés de hautes luttes inscrits dans la Constitution. Notre Constitution n'est pas un code pénal que l'on peut manipuler à loisir au gré des envies criminelles internationalistes de nos traîtres fédéraux téléguidés par l'étranger. Votre première réaction aurait dû être de déposer plainte pour abus de pouvoir de la part des traîtres du Tribunal fédéral. Je vous rappelle que les juges ne sont pas élus par le peuple et que leur mission première, dans le cadre de la Constitution, c'est la protection des citoyens en rétablissant les droits ancestraux acquis et non de donner des avantages à des étrangers, dont la mentalité et non l'origine pose problème. Vous savez pertinemment que tous les médias sont dans les mains des marxistes et que, dans ces conditions, un référendum, non seulement c'est jouer à la roulette russe, c'est surtout donner une légitimité à cette décision absurde et illégale et que, par ce fait, votre réaction fait le jeu de ces traîtres fédéraux.

En espérant une véritable action patriotique, contre cette infamie, de la part du plus grand parti suisse, recevez, Monsieur Maurer, mes salutations les plus patriotiques.

Philippe Brennenstuhl

Verrat an der Schweiz
Unsere Bundesverfassung manipuliert

Philippe Brennenstuhl

Verlag Patriot

2. Auflage
2004

Verrat und Manipulation

Was ist eine Verfassung und wozu dient sie? Eine Verfassung ist der Zement, der die Bausteine unserer Geschichte zusammenhält. Eine Verfassung muss unabänderlich und unantastbar sein. Sie muss dem Unwetter, dem Regen und Schnee standhalten. Daraus ergibt sich ihr ewiges Wesen. Sie bedeutet auch Schutz gegen jeden Angriff, der wie in der Vergangenheit von aussen kommen könnte, oder wie heute von innen, durch jene, die unsere Einheit auflösen möchten in einem grossen globalen Schmelzriegel. Das Symbol der Verfassung ist die Schweizer Fahne mit dem weissen Kreuz auf rotem Grund, dessen Bedeutung zeitlos ist.

Heute kann man feststellen, dass der Verrat offenkundig wird. Was soll man von einem Entscheid des Bundesgerichts vom 9. Juli 2003 halten, der eine durch die Bevölkerung von Emmen, in Ausübung ihres rechtmässigen und im Laufe der Jahrhunderte teuer erworbenen Abstimmungsrechts gefasste Entscheidung als diskriminierend und verfassungswidrig verurteilt? Angesichts solch unverständlicher und unpatriotischer Urteile, wird der Verrat deutlich: Die Bundesverfassung, die das Volk schützen sollte, ist im Begriff, sich gegen dieses zu wenden in der Absicht, es zu unterwerfen.

Solche Urteile werden nicht zum Wohl des Volkes gefällt, sondern zum Vorteil von äusseren Mächten, die unsere Verfassung benützen, um uns ihre Weltanschauung aufzunötigen, nämlich jene der Globalisierung, das heisst jene des vorsätzlichen Chaos (alte Gewohnheit der Internationalisten). Wer verbirgt sich somit hinter den Richtern des Bundesgerichts und welchen undurchsichtigen Einflüssen und Druckmitteln sind sie unterworfen? Muss man daran erinnern, dass es in unserer direkten Demokratie das Volk ist, das entscheidet, mit wem es zusammenleben will, und vor allem mit wem es harmonisch zusammenleben kann, und nicht das Bundesgericht, das nicht vom Volk gewählt ist.

Die Grundrechte sind zu schön geworden, um wahr zu sein, eine Täuschung, welcher das Schweizer Volk anlässlich der Abstimmung über die neue Bundesverfassung im Jahr 1999 zum Opfer gefallen ist. Die verfassungsmässige Wirklichkeit bedeutet heute Willkür für das Schweizer Volk und Vorrechte für die Ausländer. Aufgrund der in Komplizenschaft zwischen dem Bundesrat und dem Bundesgericht einvernehmlich getroffenen Entscheide über die Anwendung der Bundesverfassung, hat sich die internationalistische und globale

Weltanschauung durchgesetzt. Diese Schande erfordert eine sofortige und gesunde Reaktion gegen jene, die auf das Verschwinden unseres Vaterlandes hinarbeiten und mit diesem Ziel im Dienste des Auslands stehen.

Die heute in der Verfassung aufgeführten künstlichen Grundrechte haben unauffällig jene ureigenen Rechte ersetzt, welche von unseren Vorfahren in Kriegen und Revolutionen, die unsere Geschichte prägen, mehrmals heldenhaft zurückerobert wurden. Überdies werden diese neuen Grundrechte heute mehrfach und in krasser Weise durch Bundesgesetze aufgehoben. Das schlimmste Beispiel ist der Artikel 26^{1bis} des Strafgesetzes, der vor allem die Meinungsäusserungsfreiheit ausschaltet und der kurz vor dem Angriff des Jüdischen Weltkongresses bezüglich der herrenlosen Vermögen eingeführt wurde. Dieser Artikel sollte jeden Widerstand gegen die Geschichtsbetrachtung dieser einflussreichen Lobby lähmen. Die für die Öffentlichkeit aufgebauchten Gerichtsfälle und die schweren Verurteilungen von Schweizer Bürgern, die den Mut haben, Widerstand zu leisten, zeigen deutlich, dass all dies auf höchster Ebene der Regierung organisiert ist.

Ein anderes Beispiel ist die Idee der Schaffung einer Bundespolizei. Diese Polizei wird dazu dienen, das Volk niederzuwerfen und nicht, dieses zu schützen. Es geht darum, den Schweizer Bürger zu terrorisieren und jede Aktion zu verhindern, die vom Volk kommt und zum Ziel hat, diesen Todesmarsch in die Vernichtung unseres Landes zu verhindern, ein Todesmarsch organisiert von den Verrätern, die vorgeben, das Land zu regieren, in Wirklichkeit aber von aussen ferngesteuert sind. Die verhängnisvollen Anfänge beginnen sich schon auf der Strasse, bei den Wirtschaftsunternehmen und bei unseren Gerichten zu zeigen durch den Verlust jeder Sittlichkeit, jeder Sicherheit und jeder wahren Rechtsprechung, wobei die Pseudo-Elite der Richter bereits Schweizer Bürger wegen ihrer Denkweise einsperrt.

Die neue Bundesverfassung erleidet gegenwärtig eine umgekehrte Auslegung. Der Verrat ist planmässig und vielfältig. Seit dem Ende des Zweiten Weltkriegs haben die politischen Parteien von links wie von rechts nicht aufgehört, das rechtschaffene Volk verächtlich zu machen und schuldig zu sprechen wegen seiner Geschichte und seines urtümlich patriotischen Empfindens. Tatsächlich fand diese Politik, und findet heute immer noch, unter dem Joch zweier Ideologien statt, die auf die Zerstörung der Vaterländer ausgerichtet sind: der sozialmarxistische Internationalismus und sein Zwillingbruder, der heimatlose globalisierte Kapitalismus, welche letztlich beide von den gleichen Prinzipien beherrscht werden und den Befehlen der gleichen Meister gehorchen. Es ist zu

vermerken, dass diese Politik nur dank der Wachhunde des Systems angewendet werden konnte und kann: vorab der Medien, die praktisch alle in die Hände der Marxisten und der Zionisten gefallen sind und die jeden instinktiven vaterländischen Widerstand gegen die Globalisierung, das heisst gegen die Amerikanisierung unseres Landes verhindern. Jeder Versuch eines Widerstands durch den Bürger wird auf diese Weise gelähmt, was zu dem allgemeinen Chaos geführt hat, in dem wir heute leben.

Die politischen Parteien haben sich als „Nomenklatur“ etabliert und, nachdem sie sich von diesem System wohl ernährt haben, bleiben sie reaktionslos festgeklammert an ihr verlorenes Paradies und verstrickt in wiederholte Skandale, wie die Plünderung der Kantonalbanken, die Erpressung im Krankenwesen mit schamloser Ausbeutung der Prämienzahler über die Krankenkassen (KVG), die unrechtmässigen Börsenanlagen des AHV-Fonds, die Expo 02 als goldene Fundgrube für ihre Planer und Leiter, bis zum finanziell und menschlich Schwindel erregenden Absturz unserer Fluggesellschaften. Die Parteien sind auf tragische Weise verantwortlich für diesen langen Niedergang aus Gründen der Vetternwirtschaft und der fehlenden Ethik, weshalb sie ohne Zweifel zum Scheitern verurteilt sind. Es zeigt sich heute, dass nur der Patriotismus und die direkte Demokratie zur absoluten und wahren Waffe geworden sind gegen die internationalistische Linke und ihre „alterglobalistischen“ Helfershelfer und gegen die mit ihr verbrüdete Rechte und ihre planetarischen, alles verschlingenden Börsianer, welche Arbeitsplätze und fachliches Können zerstören. Ohne ein deutliches Eingreifen des Volkes und der Völker Europas steht das Schlimmste noch bevor.

Die am 7. Juli 2003 dem Bundesgericht eingereichte und hier im folgenden wiedergegebene staatsrechtliche Beschwerde zeigt am lebenden Beispiel, wie die Bundesverfassung, ja der Geist selbst der Gründerväter der Schweiz und des Bundesbriefs von 1291, im eigenen Land verraten wird. Die Richter mischen sich in Bereiche ein, die sie nicht kennen. Im vorliegenden Urteil verwechseln sie Rasse und Religion, was ihr Unvermögen und ihren volkskundlichen Analphabetismus deutlich werden lässt, oder auch ihre Absicht, Verwirrung zu stiften, oder beides zusammen. Dies ist äusserst schwerwiegend bei Personen, denen man eine so grosse Macht überträgt und die, durch ihre Urteile von nationaler Tragweite, die Zukunft des Landes in Gefahr bringen.

Staatsrechtliche Beschwerde wegen Verletzung der Bundesverfassung

**an die Vollversammlung des Bundesgerichts
1000 Lausanne 14**

7. Juli 2003

1. Beschwerdeführer

Philippe Georges Brennenstuhl

2. Die angefochtenen Urteile

(für genaue Angaben beachten Sie bitte die Originalbezeichnung
in französischer Sprache)

Urteil vom 22. Mai 2002 durch das Strafgericht des Bezirks Veveyse, FR

Jugement rendu le 22 mai 2002 par le Tribunal pénal de l'arrondissement de la Veveyse dans la cause qui l'oppose au Ministère public du canton de Fribourg, intimé, représenté par Me Marc Bugnon, Substitut du Procursaeur général, rue de Zaehringen 1 à Fribourg,

und

Urteil vom 4. Juni 2003 durch das kantonale Berufungsgericht in Strafsachen, Fribourg.

Jugement rendu le 4 juin 2003 (porté à la connaissance du recourant le 18 juin 2003) par le Tribunal cantonal de l'Etat de Fribourg CAP 2002 37 & 38 COUR D'APPEL PENAL, Composition de la Cour : M. Papaux, président, MM. Urwyler et Bugnon, juges. Greffier : M. Geismann.

3. Zulässigkeit der Beschwerde

In seiner Stellungnahme anlässlich der Abstimmung über die neue Bundesverfassung vom 18. April 1999 erklärte der Bundesrat:

Die Bundesverfassung ist das höchste staatliche Recht und geht dem übrigen Recht des Bundes, der Kantone und der Gemeinden vor. Bürgerinnen und Bürger sollen rasch erfassen können, was die Schweizerische Eidgenossenschaft ausmacht und welche grundlegenden Rechte ihnen zustehen. Die neue Verfassung stellt ihre Rechte und ihre Pflichten gegenüber der staatlichen Gemeinschaft klar und umfassend dar. Wer seine Rechte kennt und wahrnimmt, ist in der Lage, Verantwortung für sich und die Gesellschaft zu übernehmen und aktiv am Leben der staatlichen Gemeinschaft teilzunehmen.

Die Grundrechte dienen dem Schutz der Bürgerinnen und Bürger. Viele Grundrechte beruhen heute auf ungeschriebenem Recht und sind in der geltenden Verfassung nirgends zu finden. Die neue Verfassung garantiert diese Rechte ausdrücklich und verpflichtet die Behörden, zu ihrer Verwirklichung beizutragen. Fortan müssen die Bürgerinnen und Bürger nicht mehr in Bundesgerichtsentscheiden und internationalen Abkommen nach ihren Grundrechten suchen. Werden diese verletzt, kann jede Person vor Gericht klagen.

Gemäss Art. 189, Abs. 1a. der neuen Bundesverfassung *beurteilt das Bundesgericht Beschwerden wegen Verletzung verfassungsmässiger Rechte*. Das Bundesgericht hat die Befugnis festzustellen, dass ein Bundesgesetz die Verfassung verletzt und kann der Bundesversammlung diesbezüglich Vorschläge unterbreiten. (Gesetzestexte und Kommentare: siehe Anhang 1).

4. Anträge des Beschwerdeführers

1. Die Vollversammlung des Bundesgerichts ist aufgerufen festzustellen, dass der Art. 261^{bis} des Strafgesetzes folgende verfassungsmässige Rechte verletzt: Die Würde des Schweizer Volkes (Art. 7 BV), den Kerngehalt der Grundrechte (Art. 36 BV), das Prinzip der Unabhängigkeit und der Neutralität (Art. 185 & 186 BV).

2. Die Vollversammlung des Bundesgerichts ist aufgerufen festzustellen, dass das kantonale Urteil in erster und in zweiter Instanz gegen Philippe Georges Brennenstuhl, gefällt auf der Grundlage von Art. 261^{bis} des Strafgesetzes, die Meinungs- und Informationsfreiheit (Art. 16 BV) und die Medienfreiheit (Art. 17 BV) verletzt.
3. Die Vollversammlung des Bundesgerichts ist aufgerufen festzustellen, dass Art. 261^{bis} des Strafgesetzes der freien wissenschaftlichen Geschichtsforschung im Wege steht (Verletzung von Art. 20 BV), wodurch die freie politische Willensbildung beeinträchtigt wird (Verletzung von Art. 34 BV).
4. Die Vollversammlung des Bundesgerichts ist aufgerufen festzustellen, dass die Anwendung von Art. 261^{bis} des Strafgesetzes durch die Gerichte die Grundsätze einer kompetenten, unabhängigen und unparteiischen Rechtspflege verletzt (Art. 30 BV) und die Geltung und Verwirklichung der Grundrechte in der ganzen Rechtsordnung verhindert (Verletzung von Art. 35 BV).
5. Die Vollversammlung des Bundesgerichts ist aufgerufen, Philippe Georges Brennenstuhl in seinen Rechten wieder herzustellen, insofern als er vor den kantonalen Gerichten kein Recht auf Gehör fand (Verletzung von Art. 29 BV) und als er von diesen mit Willkür und gegen Treu und Glauben behandelt wurde (Verletzung von Art. 9 BV).
6. Die Vollversammlung des Bundesgerichts ist aufgerufen, Philippe Georges Brennenstuhl Rechtshilfe nach Art. 154 Bundesrechtspflegegesetz [OG] zu gewähren (Verzicht auf Gerichtsgebühren) in Bezug auf die vorliegende staatsrechtliche Beschwerde von nationaler Bedeutung.
7. Die Vollversammlung des Bundesgerichts ist aufgerufen, das Urteil gegen Philippe Georges Brennenstuhl aufzuheben und der Bundesversammlung sowie dem Bundesrat die sofortige Abschaffung von Art. 261^{bis} des Strafgesetzes vorzuschlagen, um die Menschenwürde des Schweizer Volkes, seine verfassungsmässige Rechtsordnung, seine Unabhängigkeit, Neutralität und Sittlichkeit wieder herzustellen.

5. Auszüge aus dem Urteil vom 4. Juni 2003

(Übersetzung aus dem Französischen, ohne Gewähr).

Mit Verordnung vom 15. Juni 2001, wurde Philippe Georges Brennenstuhl, Vize-Präsident der Vereinigung Vérité & Justice vom Untersuchungsrichter an das Gericht verwiesen, wegen Rassendiskriminierung im Sinne von Art. 261^{bis}, Abs.4 des Strafgesetzbuchs. Es wird ihm vorgeworfen, im März 2000 im Rahmen dieser Vereinigung eine Broschüre mit dem Titel „Der Bergier-Bericht, Anatomie einer Geschichtsfälschung“ gedruckt, veröffentlicht und verteilt zu haben, und im August 2000 eine Broschüre mit dem Titel „Der Amaudruz-Prozess, eine Justizfarce“, zwei Schriften, deren Inhalt im Ganzen revisionistisch und antisemitisch ist.

Durch Urteil vom 22. Mai 2002 hat das Strafgericht des Bezirks Veveyse folgendes bekundet: Philippe Georges Brennenstuhl wird wegen Rassendiskriminierung schuldig befunden. In Anwendung von Art. 261^{bis}, Abs.4, Art. 63 und 68 Abs.1 des Strafgesetzes wird er zu einer Strafe von drei Monaten Gefängnis verurteilt.

Mit Antrag vom 8. Juli 2002 hat Philippe Brennenstuhl gegen dieses Urteil Berufung eingelegt, indem er die Verletzung seines Rechts der Aussageverweigerung und die willkürliche Behandlung seiner gerichtlichen Vorgeschichte geltend machte.

Der Gerichtshof hat sich dieser Angelegenheit in seiner heutigen Sitzung angenommen. Philippe Brennenstuhl wurde über seine persönliche Situation befragt.

Der Beschwerdeführer, das Recht auf Aussageverweigerung beanspruchend, wirft dem Strafgericht vor, dass es seine Aussageverweigerung über die Beweggründe seiner Aktivitäten in die Verhandlung aufgenommen hat (Urteil S. 28, DO 10045). So haben die Richter der ersten Instanz festgestellt, dass der Verurteilte mit den Worten spielte, indem er Zweifel offen liess, als er gefragt wurde, ob er Antisemit sei oder wie er zu den Juden stehe.

Die Motivation, die zur Handlung des Angeklagten führte, gehört ausdrücklich zu den triftigen Parametern, um die Strafe zu individualisieren. Wie es die Sprechpraxis des

hiesigen Gerichtshofs in Erinnerung ruft, stellt das Verhalten des Angeklagten während der Befragung, der Untersuchung und der Verhöre ein Element dar, dem in Anwendung von Art. 63 des Strafgesetzbuches Rechnung zu tragen ist. Die Kritik des Beschwerdeführers ist offensichtlich unbegründet.

Der Beschwerdeführer stellt auch die Verhältnismässigkeit der Strafe in Frage und wirft den Richtern der ersten Instanz vor, besonderes Gewicht auf seine gerichtliche Vorgeschichte gelegt zu haben, die absolut nichts mit den Vergehen zu tun haben, die ihm vorgeworfen werden.

Es ist festzuhalten, dass gleichzeitig mit der Forderung, die Strafe sei auf das Vergehen zu beziehen, der Art. 63 des Strafgesetzes die Elemente nicht im Einzelnen und nicht erschöpfend darstellt, die in Betracht gezogen werden müssen, und auch nicht die genauen daraus zu schliessenden Folgerungen bezüglich der Festlegung der Strafe; diese Regel gibt dem Richter eine weitgehende Macht des Ermessens. Von diesem Standpunkt ausgehend, auferlegt sich der hiesige Gerichtshof eine gewisse Zurückhaltung, indem er einen Rekurs, der sich auf die Verhältnismässigkeit der Strafe bezieht, nur zulässt, wenn die Strafe ausserhalb des gesetzlichen Rahmens festgelegt wurde, wenn sie auf Kriterien beruht, die dem Art. 63 des Strafgesetzes fremd sind, wenn die in diesem Artikel vorgesehenen Ermessensregeln nicht in Betracht gezogen wurden oder schliesslich wenn die Strafe übermässig streng oder hart erscheint, so dass von einem Machtmissbrauch des Ermessens zu sprechen ist.

Der Beschwerdeführer wurde der Rassendiskriminierung im Sinne von Art. 261^{bis}, Abs.4 des Strafgesetzes für schuldig befunden. Ein solches Verhalten wird mit Gefängnis von drei Tagen bis zu drei Jahren oder mit Busse bestraft. Seine gerichtliche Vorgeschichte besteht aus einer Verurteilung zu einer Strafe von 22 Monaten Gefängnis, ausgesprochen am 16. April 1986 wegen Verletzung des Bundesgesetzes über Kriegsmaterial und des Bundesgesetzes über explosive Substanzen. Überdies wurde er am 26. Januar 1999 zu 15 Tagen Gefängnis bedingt verurteilt, mit Bewährung auf 2 Jahre, wegen Überschreitung des Bundesasylgesetzes. Diese Vorgeschichten, die den Art. 261^{bis} des Strafgesetzes nicht betreffen und die nicht als besonders

schwerwiegend eingestuft werden können, müssen trotzdem bei der Festlegung der Strafe in Rechnung gezogen werden. Es geht jedoch aus dem ersten Urteil hervor, dass diese Vorgeschichten beim Ermessen der Richter nicht ausschlaggebend waren. Diese haben den Schwerpunkt auf das Verhalten des Beschwerdeführers gelegt, der Texte befürwortet und verteilt hat, die den Holocaust und den jüdischen Völkermord bestreiten, oder zumindest gröblich verharmlosen, und sich so direkt gegen die Würde von Personen jüdischer Religion richten. Die Richter der ersten Instanz waren auch berührt vom Fehlen von Reue und von der negativen Haltung des Beschwerdeführers während der Verhöre, ein Verhalten, das auch der Gerichtshof beim Erscheinen an seiner Sitzung feststellen konnte.

In Anbetracht dieser Elemente und der persönlichen Situation des Angeklagten, die korrekt dargestellt wurde und die sich seit dem ersten Urteil nicht geändert hat, bietet die Strafe von 3 Monaten Gefängnis keinen Anlass zur Kritik.

Philippe Georges Brennenstuhl wird für schuldig befunden wegen Rassendiskriminierung. In Anwendung der Art. 261^{bis}, Abs.4, 63, 68 Abs.1 des Strafgesetzes wird er zu einer Gefängnisstrafe von 3 Monaten verurteilt.

Artikel 261^{bis}, Abs. 4 des Strafgesetzes

(in Kraft seit 1. Januar 1995)

Wer öffentlich durch Wort, Schrift, Bild, Gebärden, Tätlichkeiten oder in anderer Weise eine Person oder eine Gruppe von Personen wegen ihrer Rasse, Ethnie oder Religion in einer gegen die Menschenwürde verstossenden Weise herabsetzt oder diskriminiert oder aus einem dieser Gründe Völkermord oder andere Verbrechen gegen die Menschlichkeit leugnet, gröblich verharmlost oder zu rechtfertigen sucht, wird mit Gefängnis oder mit Busse bestraft.

6. Grundrechte sowie rechtliche und moralische Grundsätze, welche durch das Urteil verletzt werden

Verletzung von Art. 7 der Bundesverfassung

Die Würde des Menschen ist zu achten und zu schützen.

Die Würde des Schweizer Volkes wurde zweifach verletzt: erstens durch die Einführung im Strafgesetzbuch einer offensichtlich verfassungswidrigen Regel, das heisst Artikel 261^{bis}, und zweitens durch die Anwendung dieser Regel zum Nachteil des Schweizer Volkes, mit dem Ziel, die Geschichtsbetrachtung einer einflussreichen Minderheit zu schützen.

Menschenwürde bedeutet, die Wahrheit zu suchen und wenn nötig wieder herzustellen, was normalerweise die grundlegende Arbeit der Gerichte wäre. Gegenwärtig machen die Gerichte aber nichts anderes, als jeden Versuch im Keim zu ersticken, der zu einer völlig anderen Geschichtsbetrachtung führen würde als jene, die man uns, wenn nötig mit Gewalt, aufdrängen will, wobei man sich unserer Einrichtungen und Beamten bedient.

Verletzung von Art. 36, Abs. 4 BV

Der Kerngehalt der Grundrechte ist unantastbar.

Der Artikel 261^{bis} des Strafgesetzbuchs verletzt das innere Wesen der Grundrechte, das heilig und gottgegeben ist, nachdem die Bundesverfassung in ihrer Präambel den Namen Gottes des Allmächtigen anruft.

Verletzung von Art. 185, Abs. 1 BV

Der Bundesrat trifft Massnahmen zur Wahrung der äusseren Sicherheit, der Unabhängigkeit und der Neutralität der Schweiz.

Der Bundesrat hat sich für die Einführung des Artikels 261^{bis} im Jahr 1995 eingesetzt. Er hat gegen seine Pflicht verstossen, die Unabhängigkeit und Neutralität des Landes zu bewahren, indem er der jüdischen Gemeinschaft einen Sonderstatus gewährte und dies auf Kosten des Schweizer Volkes.

Verletzung von Art. 186, Abs. 4 BV

Der Bundesrat sorgt für die Einhaltung des Bundesrechts [...]

Hätte der Bundesrat für die Einhaltung des Bundesrechts gesorgt, dann hätte er den offensichtlich verfassungswidrigen Artikel 261^{bis} des Strafgesetzbuchs spätestens 1999 aufgehoben, als die neue Bundesverfassung in Kraft trat.

Verletzung von Grundrechten

Die Anwendung von Art. 261^{bis} des Strafgesetzes im kantonalen Urteil vom 22. Mai 2002, bestätigt von der Strafkammer des kantonalen Berufungsgerichts am 4. Juni 2003, verletzt folgende verfassungsmässige Grundrechte:

Art. 16, Abs. 1 und 2 BV *Meinungs- und Informationsfreiheit*

Die Meinungs- und Informationsfreiheit ist gewährleistet.

Jede Person hat das Recht, ihre Meinung frei zu bilden und sie ungehindert zu äussern und zu verbreiten.

Die Meinungsäusserungsfreiheit besteht darin, dass Bürger, die etwas zu sagen haben, sich frei nach ihrem historischen und religiösen Gewissen ausdrücken und sich so dem Volk und seinen Vertretern mitteilen können.

Art. 17, Abs. 1 BV *Medienfreiheit*

Die Freiheit von Presse [...] ist gewährleistet.

Was die Broschüre „Der Bergier-Bericht – Anatomie einer Geschichtsfälschung“ betrifft, so wurde diese in aller Offenheit herausgegeben, nachdem die Bundesverfassung die oben erwähnten Freiheiten garantiert. Wenn die Herausgeber die jüdische Gemeinschaft hätten diskriminieren wollen, dann hätten sie die Anonymität gewählt.

Die Herausgeber haben die Botschaft des Bundesrats befolgt, als dieser am 18. April 1999 anlässlich der Abstimmung über die neue Bundesverfassung erklärte: *Wer seine Rechte kennt und wahrnimmt, ist in der Lage, Verantwortung für sich und die Gesellschaft zu übernehmen und aktiv am Leben der staatlichen Gemeinschaft teilzunehmen.*

Verletzung von Art. 20 BV *Wissenschaftsfreiheit*

Die Freiheit der wissenschaftlichen Lehre und Forschung ist gewährleistet.

Die Forschung auf dem Gebiet der Geschichte ist eine notwendige Voraussetzung, um aktiv am Leben der staatlichen Gemeinschaft teilnehmen zu können. Der Art. 261^{bis} des Strafgesetzes verhindert eine freie Geschichtsforschung.

Verletzung von Art. 34, Abs. 1 & 2 BV *Politische Rechte*

Die politischen Rechte sind gewährleistet.

Die Garantie der politischen Rechte schützt die freie Willensbildung und die unverfälschte Stimmabgabe.

Indem der Art. 261^{bis} des Strafgesetzes einer freien Geschichtsforschung im Wege steht, verhindert er die freie Willensbildung der Bürger und behindert damit die Ausübung ihrer politischen Rechte.

Verletzung von Art. 30, Abs. 1 BV

Jede Person, deren Sache in einem gerichtlichen Verfahren beurteilt werden muss, hat Anspruch auf ein durch Gesetz geschaffenes, zuständiges, unabhängiges und unparteiisches Gericht.

Die Broschüre „Der Bergier-Bericht – Anatomie einer Geschichtsfälschung“ wurde an 240 Mitglieder des Nationalrates und an die Presse gesandt. Keiner dieser Vertreter des öffentlichen Lebens hat reagiert, mit Ausnahme des grünen Nationalrats Patrice Mugny, dessen Unparteilichkeit zu beweisen bleibt.

Wäre der Inhalt der Broschüre lügenhaft, dann hätte ihn die Presse berichtet. In Wirklichkeit handelt es sich um eine lebenswichtige Gegeninformation. Diese kann nicht als stossend eingestuft werden, da jene, die davon Kenntnis erhielten, nicht reagiert haben.

Wie kann ein Gericht eine Korrektur der Geschichte als Rassismus bezeichnen und wie kann das Gericht die Notwendigkeit dieser Korrektur beurteilen, wenn es nicht eine wissenschaftliche Untersuchung einleitet? Wenn Fachleute neue Erkenntnisse vorbringen, dann müssen die „Offenkundigkeit“ und bisherige Beweise überprüft werden. Mit den technischen und menschlichen Möglich-

keiten, über die man heute verfügt, drängt sich eine neue Beurteilung der Tatsachen auf, auch wenn es interessierten Kreisen nicht gefällt.

Wenn, im Falle eines Prozesses wegen übler Nachrede oder Verleumdung, der Beschuldigte beweisen kann, dass seine Äusserungen der Wahrheit entsprechen, so bleibt er straffrei. Dies zwingt die Richter, die Beweise entgegenzunehmen und sie unvoreingenommen zu prüfen. Warum sollte es sich bei einer kritischen Infragestellung der Geschichte anders verhalten?

Die Geschichte kann nicht zur Lehrmeinung erhoben werden. Nur Tatsachen zählen und nicht subjektive und persönliche Elemente. Ein Judenfreund oder ein Judengegner zu sein ist nicht die Frage, ansonsten die Richter die ersten wären, die den Schweizer Bürger über ihre Zugehörigkeit zu politischen Parteien, zu Sekten, zu übernationalen Organisationen, zur Freimaurerei oder zu jeder anderen geheimen Machtgruppe aufzuklären hätten.

Bei Philippe Brennenstuhl eine politische Handlung voraussetzen zu wollen anlässlich der Veröffentlichung dieser Broschüren, die keinerlei politische Botschaft und auch keine gegenwärtige oder vergangene Ideologie weitergeben, ist deshalb ein Irrtum und ein blosser Vorwand, um eine leere Akte zu füllen. Was allein zählt ist das Recht, auf einen Teil der Geschichte zurückzukommen.

In Anbetracht der systematischen Weigerung der Gerichte, eine Infragestellung dieses Teils der Geschichte durch Schweizer Bürger zu untersuchen, darf man sich andererseits fragen, ob Sympathien oder Interessen bestehen, welche die Richter an die jüdische Gemeinschaft oder an den Jüdischen Weltkongress binden, oder politische Druckmittel, welche die Richter jeder Unabhängigkeit und Unparteilichkeit berauben.

Die Rechtsprechung hat auf geschichtlichem oder politischem Gebiet keine Stellung zu beziehen. Ihre Aufgabe ist es, die Wahrheit zu suchen, unter Zuzug von Fachleuten der Mechanik, der Technik, der Chemie und der Geschichte, ansonsten sie der freien Geschichtsforschung im Wege steht.

Der Art. 30 BV wird insofern verletzt, als die kantonalen Gerichte keinen Beweis erbracht haben für ihre Zuständigkeit, Unabhängigkeit und Unparteilichkeit bei der Untersuchung dieser Angelegenheit.

Verletzung von Art. 30, Abs. 3 BV

Gerichtsverhandlung und Urteilsverkündung sind öffentlich.

Was die Broschüre „Der Amaudruz-Prozess“ angeht, so handelt es sich um die Wiedergabe einer öffentlichen Gerichtsverhandlung. Die Medien haben unzählige Male vor, während und nach dem Prozess die Standpunkte von Dr. Amaudruz wiedergegeben, ohne bedrängt worden zu sein.

Verletzung von Art. 35, Abs. 1 & 2 BV *Verwirklichung der Grundrechte*

Die Grundrechte müssen in der ganzen Rechtsordnung zur Geltung kommen. Wer staatliche Aufgaben wahrnimmt, ist an die Grundrechte gebunden und verpflichtet, zu ihrer Verwirklichung beizutragen.

Verletzung von Art. 29, Abs. 2 BV *Allgemeine Verfahrensgarantien*

Die Parteien haben Anspruch auf rechtliches Gehör.

Verletzung von Art. 9 BV *Schutz vor Willkür und Wahrung von Treu und Glauben*

Jede Person hat Anspruch darauf, von den staatlichen Organen ohne Willkür und nach Treu und Glauben behandelt zu werden.

Indem sie den Artikel 26^{1bis} des Strafgesetzes anwandten, haben die kantonalen Richter die verfassungsmässigen Grundrechte missachtet und nicht zu ihrer Verwirklichung beigetragen. Überdies haben sie sich bewusst und willentlich geweigert, Philippe Brennenstuhl anzuhören, als dieser seine verfassungsmässigen Rechte geltend machte. Als Folge davon hat sich Philippe Brennenstuhl zum Schweigen entschlossen.

Zur Person von Philippe Brennenstuhl

Beweggründe und Verhalten

Das Urteil zeichnet ein falsches Bild von Philippe Brennenstuhl, indem sein Schweigen so dargestellt wird, als handle es sich um mangelnde Bereitschaft zur Zusammenarbeit. In Wirklichkeit ist dieses Schweigen darauf zurückzuführen, dass die Richter, von Anbeginn der Untersuchung, mit Schweigen und Verachtung reagierten, als er seine verfassungsmässigen Rechte geltend machte.

Bei der Untersuchung dieser Angelegenheit waren sich die kantonalen Richter sehr wohl bewusst, dass die Anklage gegenüber Philippe Brennenstuhl im Widerspruch zu den verfassungsmässigen Rechten steht. Im Urteil betonen sie das Schweigen von Philippe Brennenstuhl, ohne jedoch ihr eigenes Schweigen zu erklären.

Diese Verdrehung der Tatsachen ist äusserst schwerwiegend. Umso mehr als die Richter Philippe Brennenstuhl vorwerfen, „mit den Worten gespielt“ zu haben, während in Wirklichkeit sie es waren, die den Zweifel im Raum stehen liessen. Als der Richter die Frage an Philippe Brennenstuhl richtete, ob er Antisemit sei, ersuchte Philippe Brennenstuhl den Richter um seine juristische und historische Auslegung dieses Ausdrucks. Der Richter, vollständig unfähig eine Auslegung zu erbringen, enthielt sich der Antwort, woraus sich das Schweigen von Philippe Brennenstuhl zu dieser Frage erklärt. Auf alle Fälle verlassen diese Fragen vollständig den Rahmen dessen, worum es bei der Veröffentlichung dieser zwei Broschüren geht.

Die arglistige Täuschung ist offensichtlich. Aufgrund ihres Berufs und ihrer Tätigkeit konnten die Richter nicht unwissend darüber sein, dass sie die Verfassung, das höchste und grundlegende Gesetz unseres Landes, verletzen. Was lässt sich schliessen aus diesen schweren und wiederholten Verletzungen der Verfassung durch die rechtskundigen Richter, die berufen sind, dem Volk zu dienen? Was oder wem sind sie letztlich unterstellt? Ihre Zielsetzung muss aufgedeckt werden, denn eine solche Einstimmigkeit ist äusserst fragwürdig.

Wie kann ein Beschuldigter mit dem Gericht zusammenarbeiten, wenn er feststellt, dass die Suche nach der Wahrheit blockiert wird? Wie hätten diese Gerichte über Wilhelm Tell geurteilt, als dieser sich weigerte, den Hut Gesslers zu grüssen? Dazu müsste man wissen, ob die Richter im Dienste Gesslers stehen oder ob sie die Interessen des Volkes vertreten. Eine nationale Legende ist keine sinnlose Geschichte aus der Vergangenheit, sondern ein Träger ewiger Werte, zu denen die Suche nach der Wahrheit gehört, als unabdingbare Voraussetzung der Freiheit.

Gerichtliche Vorgeschichte

Es besteht keinerlei Zusammenhang zwischen der Vorgeschichte und dieser Verurteilung wegen „Rassismus“ und „Antisemitismus“. In Anbetracht der Tatsache, dass Philippe Brennenstuhl lediglich von seinen verfassungsmässigen

Rechten Gebrauch machte und dass er keine Straftat verübt, noch das Gesetz verletzt hat, ist jeder Versuch, auf die Vergangenheit zurückzukommen, gegenstandslos und muss als willkürlicher Akt betrachtet werden, um eine leere Akte zu füllen.

Hätten sich die Richter nach Treu und Glauben für das gerichtliche Vorleben von Philippe Brennenstuhl interessiert, dann hätten sie feststellen können, dass keine Rückfälle zu verzeichnen sind, was beweist, dass er durchaus in der Lage ist, die Lehre aus einer Erfahrung zu ziehen.

Man kann sich fragen, auf welchen Standpunkt sich die Richter gestellt haben, um Philippe Brennenstuhl zu verurteilen, nachdem keinerlei Verbindung zwischen der verjährten Vorgeschichte und der Veröffentlichung der zwei Broschüren besteht. Tatsächlich hätte der mit der Untersuchung beauftragte Richter die Belastungen und Entlastungen gegeneinander abwägen müssen. Man stellt fest, dass er nur die Belastungen gezählt hat. Dies zeigt, in welcher Geisteshaltung diese Angelegenheit untersucht wurde, da man kein einziges Element der Entlastung findet, ganz zu schweigen von den Belastungen, die nur subjektiven Charakter aufweisen.

Persönliche Lage

Der Richter hat die berufliche Laufbahn von Philippe Brennenstuhl nicht in Betracht gezogen, die zeigt, dass es sich um eine polyvalente Persönlichkeit und um den Inhaber verschiedener beruflicher Fähigkeitsausweise handelt.

Seit seiner Jugend war Philippe Brennenstuhl Beauftragter für die Sicherheit hoher Persönlichkeiten der Finanzwelt und der Politik, und dies auf internationaler Ebene. Als Teilnehmer am Autorennsport gehörte er zur Elite des Landes (Formel 3). Auch ist er Flugpilot mit einer fachlichen Ausbildung und Auszeichnungen in den Bereichen Multimotor und Kunstfliegen.

Dies lässt erkennen, dass es sich um eine Person handelt, welche die Fähigkeit hat, Herausforderungen anzunehmen, die Unerschrockenheit und eine rasche Auffassungsgabe voraussetzen, sowie Nüchternheit, Körperbeherrschung und, aufgrund der diesen sportlichen und beruflichen Tätigkeiten innewohnenden Risiken, eine objektive Einschätzung der Tatsachen.

7. Ausnahmen für staatsrechtliche Streitigkeiten

Der Beschwerdeführer beantragt die Anwendung des Artikels 154 Bundesrechtspflegegesetz [OG] bezüglich seiner staatsrechtlichen Beschwerde an das Bundesgericht, da diese von nationalem Interesse im Hinblick auf die Wiederherstellung der verfassungsmässigen Ordnung in unserem Land ist. Der Artikel lautet wie folgt:

Bei staatsrechtlichen Streitigkeiten kann aus besonderen Gründen ausnahmsweise von Gerichtsgebühren und Parteientschädigung abgesehen werden, wenn keine Zivilsache oder kein Vermögensinteresse in Frage steht.

7. Juli 2003

gez.: Philippe Brennenstuhl

Schlusswort

Seit ungefähr zehn Jahren haben unsere aufeinander folgenden Regierenden, von links wie von rechts, unter dem Druck der Globalisierungslobby und des Mediendiktats, tatkräftig unterstützt von einer selbstverständlich vom Steuerpflichtigen bezahlten Propaganda, unsere direkte Demokratie entartet, indem sie die freie politische Willensbildung der Schweizer Bürger und deren souveräne Selbstbestimmung verhinderten.

Im Jahr 1999 hat der Bundesrat, unter dem Vorwand, die alte Verfassung zu „entstauben“, dem Schweizer Volk eine neue Bundesverfassung vorgeschlagen, in welcher die *Grundrechte* künftig schriftlich festgehalten sind. Dieser Bundesbeschluss war vor allem ein begrifflicher Betrug, denn der eigentliche Zweck des Unterfangens bestand darin, so genannte Verfassungsartikel einzubringen, die in Wirklichkeit auf internationale Grundsätze (und internationale Abkommen, die der Bundesrat teils ohne Wissen des Volkes unterschrieben hat) ausgerichtet sind und die unsere ureigenen Rechte, das heisst unsere ganze erworbene Freiheit und Unabhängigkeit ins Wanken bringen.

Tatsächlich stellen die neuen, in die Bundesverfassung eingeführten Regeln einen Fremdkörper in Bezug auf unsere Geschichte und unsere Kultur dar. Eine dieser Regeln betrifft die „*Beachtung des Völkerrechts*“ (Art. 5), was in Wirklichkeit eine zwangsweise Unterwerfung unter ausländische Gesetze und Verfolgung all jener bedeutet, die sich gegen diese Gesetze auflehnen sollten, wobei die Bundesrichter bei diesem Anlass ihre Handlangerdienste der Globalisierungsmafia zur Verfügung stellen.

Eine weitere Neuerung betrifft die „*Menschenwürde*“ (Art. 7), deren Auslegung nur subjektiv sein kann. In Wirklichkeit ist die Bestimmung dieses Begriffs von einer erwünschten Unklarheit begleitet, und somit steht es den Richtern völlig frei, ihn nach ihrem Belieben auszulegen, um die Unfügsamen zu verurteilen.

Das ebenfalls neu eingeführte Verbot der „*Rassendiskriminierung*“ (Art. 8) bildet die politische Verbindung zur *Antirassismus-Norm* (Art. 261^{bis} des Strafgesetzes) und verfolgt das gleiche Ziel, das darin besteht, dem Schweizer Volk (wie allen Völkern Europas) bezüglich der selbstmörderischen Einwanderungspolitik einen Maulkorb umzuhängen. Diese Politik gipfelt in der Erzeugung von Schuldgefühlen bei den Völkern bezüglich dessen, was man gemeinhin den *Holocaust* nennt; ein Ausdruck, der eine unantastbar gewordene historische Lehrmeinung bezeichnet, die ohne Unterlass von den Politikern und Medien

verkündet wird, was jeden patriotischen Selbstverteidigungsversuch gegen die globalistische Überflutung zum vornherein verhindert.

Der Bundesrat hat es wohlweislich unterlassen, in seiner Botschaft vom 18. April 1999, in welcher er anlässlich der Abstimmung über die neue Bundesverfassung das Ja empfahl, uns zu warnen vor der Gefahr des globalistischen Virus, das diesen Artikeln innewohnt, das heisst vor dem totalen Verlust unserer volkseigenen und ursprünglichen Rechte und vor einer gegen das eigene Volk gerichteten Anwendung der neuen Pseudo-Verfassungsartikel.

Als Höhepunkt der Schamlosigkeit hat der Bundesrat das Volk getäuscht, als er in der gleichen Botschaft glauben machte, der Bürger könne vor Gericht klagen, wenn seine Grundrechte verletzt werden. Indem er dem internationalen Recht den Vorrang einräumte, hat der Bundesrat sein Wort gebrochen: Mit Hilfe des Bundesgerichts erklärt er Bürger zu Straftätern, wenn sie ihre Grund- und Volksrechte in die Tat umsetzen, während er dadurch gleichzeitig Ausländern eine Vorzugsbehandlung gewährt (Beispiel Emmen).

Den Richtern des Bundesgerichts in Lausanne dürfen wir zum voraus danken, dass sie selbst uns die Beweise des Anschlags gegen unsere Heimat geben. Um dieser Schande zu begegnen, besteht die einzige Rettung des Schweizer Volkes darin, sich unter seiner roten Fahne mit dem weissen Kreuz zu sammeln, das heisst unter seiner ureigenen Verfassung und ihrer uneingeschränkten Anwendung, jene Verfassung welche seine gottgegebenen Rechte schützt. **Alle jene aber, die auf das Verschwinden unseres Vaterlandes hin arbeiten, mögen ihre Koffer packen, wir halten sie nicht zurück.**

Anhang 1

Gesetzestexte und Kommentare

Auer/Malinverni/Hottelier, «Droit constitutionnel suisse», vol. 1, Berne 2000
(Übersetzung aus dem Französischen, ohne Gewähr)

Ziffer 1015, Seite 357

Künftig wird die in den Artikeln 113, Abs. 3 aBV und 191 BV ausgedrückte Regel nicht mehr so ausgelegt, dass sie das Bundesgericht daran hindert, die Verfassungsmässigkeit der Bundesgesetze zu überprüfen.

Ziffer 1835, Seite 649

Dies bedeutet konkret, dass der Richter ermächtigt ist, in seinem Beschluss festzustellen, dass ein Bundesgesetz eine Verletzung der Verfassung oder eines internationalen Abkommens enthält. Hingegen steht es ihm nicht zu, diese Feststellung durch eine Aufhebung oder durch eine Verweigerung der Anwendung des betreffenden Gesetzes zu bestätigen. Künftig zögert das Bundesgericht nicht mehr, von dieser Möglichkeit offen Gebrauch zu machen, indem es sich vorbehält, eine in einem Bundesgesetz enthaltene Verletzung der Verfassung oder des internationalen Rechts festzustellen und gegebenenfalls den Gesetzgeber aufzufordern, es (das Bundesgesetz) zu ändern.

Ziffer 1836, Seiten 650/651

Die Überprüfung der Verfassungsmässigkeit der Bundesgesetze ist nicht eine Befugnis, eine blosser Möglichkeit, die sich den Bundesrichtern anbietet, sondern eine Pflicht, der sie sich zu unterziehen haben und die zu den ordentlichen Aufgaben des „obersten Gerichtshofs des Bundes“ gehört.

Es ist nicht einzusehen, welches rechtliche Motiv es dem Bundesgericht erlauben würde, darauf zu verzichten, die Verfassungsmässigkeit eines Gesetzes zu überprüfen, wenn es (das Bundesgericht) aufgrund eines ordentlichen Rekurses von Amtes wegen das Recht anzuwenden hat oder wenn, in einer staatsrechtlichen Beschwerde, diese Klage ausdrücklich erhoben wird. Indem das Bundesgericht es zurückweist, die Verfassungsmässigkeit der Gesetze zu überprüfen, setzt es sich in Widerspruch zu Art. 189, Abs. 1 BV, der es (das Bundesgericht) verpflichtet, Beschwerden wegen Verletzung verfassungsmässiger Rechte und von Abkommen

zu beurteilen. Mit anderen Worten, die Klage der Verfassungsverletzung, die gegen ein Bundesgesetz erhoben wird, ist ungeachtet von Art. 191 BV zulässig und muss deshalb ihrem Inhalt nach vom Bundesgericht überprüft werden.

Ziffer 1837, Seite 651

Die durch diese Rechtsprechung bewirkte Änderung ist beträchtlich. Die Bundesgesetze entziehen sich nicht mehr der Kontrolle ihrer Übereinstimmung mit der Verfassung und dem internationalen Recht. Ihre Immunität, die lange Zeit als sicher galt, besteht nicht mehr.

Ziffer 1849, Seite 657

Wenn eine von Volk und Ständen angenommene und gemäss Art. 195 BV in Kraft getretene Verfassungsrevision einem früheren Bundesgesetz widerspricht, kann der Art. 191 BV nicht als Wirkung haben, die Behörde zu zwingen, das Gesetz anzuwenden und die neue Bestimmung der Bundesverfassung zu verletzen.

Edouard Schneider, Auszüge aus „150 und 125 Jahre Bundesgericht“, S. 46

Heute sei es der mächtige Bund, gegen den hauptsächlich ein Schutzbedürfnis bestehe. Deswegen sei es nicht mehr opportun, dass Bundesgesetze der Kontrolle des Bundesgerichts entzogen seien. (Angenommen, eine Reihe von ähnlichen konkreten Fällen würde zum bundesgerichtlichen Befund der Verfassungswidrigkeit des betreffenden Bundesgesetzes führen, dann müsste wohl das Parlament dieses Gesetz aufheben, respektive ändern).

Urteil des Bundesgerichts ATF 118, 1a, S. 353

Das Bundesgericht kann den Gesetzgeber auffordern, eine verfassungswidrige Norm aufzuheben.

Reglement für das Bundesgericht, Bundesrechtspflege 173.111.1 / Zweiter Titel
Gerichtsverwaltung / Vierter Abschnitt Gesamtgericht, Art. 19 Zuständigkeit

*Dem Gesamtgericht, bestehend aus den von der Bundesversammlung
gewählten ordentlichen Mitgliedern, stehen zu:*

Die Entscheidung von Rechtsfragen, die alle Abteilungen betreffen (6.)

Der Beschluss [...] über Anträge an die Bundesversammlung (9.)

Art. 189, Abs. 1a. Bundesverfassung

Das Bundesgericht beurteilt Beschwerden wegen Verletzung verfassungsmässiger Rechte.

Geiser/Münch, Handbücher für die Anwaltspraxis, Auszüge aus S. 54/2.1 und
S. 62/2.13

*Die staatsrechtliche Beschwerde an das Bundesgericht dient primär dem
Schutz natürlicher Personen vor hoheitlichen Eingriffen in deren verfassungsmässige Grundrechte.*

Das Bundesgericht überprüft die Einhaltung der Grundrechte bei schwerwiegenden Eingriffen in die von der Bundesverfassung garantierten Freiheitsrechte.

Bundesrechtspflegegesetz [OG]

Art. 84, Abs. 1a.

Gegen kantonale Erlasse oder Verfügungen (Entscheide) kann beim Bundesgericht Beschwerde geführt werden:

a. wegen Verletzung verfassungsmässiger Rechte der Bürger.

Art. 88

Das Recht zur Beschwerdeführung steht Bürgern (Privaten) und Korporationen bezüglich solcher Rechtsverletzungen zu, die sich durch allgemein verbindliche oder sie persönlich treffende Erlasse oder Verfügungen erlitten haben.

Art. 89

Die Beschwerde ist binnen 30 Tagen, von der nach dem kantonalen Recht massgebenden Eröffnung oder Mitteilung des Erlasses oder der Verfügung an gerechnet, dem Bundesgericht schriftlich einzureichen.

Art. 90, Abs. 1

Die Beschwerdeschrift muss ausser der Bezeichnung des angefochtenen Erlasses oder Entscheides enthalten:

a. die Anträge des Beschwerdeführers

b. die wesentlichen Tatsachen und eine kurz gefasste Darlegung darüber, welche verfassungsmässigen Rechte bzw. welche Rechtssätze und inwiefern sie durch den angefochtenen Entscheid verletzt worden sind.

Art. 269, Abs. 1 & 2 der Bundesstrafrechtspflege (Gesetz 312.0)

Die Nichtigkeitsbeschwerde kann nur damit begründet werden, dass die angefochtene Entscheidung eidgenössisches Recht verletze.

Die staatsrechtliche Beschwerde wegen Verletzung verfassungsmässiger Rechte bleibt vorbehalten.

Anhang 2

E-Mail an die Schweizerische Volkspartei (SVP)
betreffend Entscheid des Bundesgerichts vom 9. Juli 2003,
der Volksabstimmungen an der Urne über Einbürgerungen
als verfassungswidrig erklärt

(Übersetzung aus dem Französischen)

Datum: Freitag, 18. Juli 2003
Von: Philippe Brennenstuhl
An: gs@svp.ch / zu Händen von Herrn Ueli Maurer

Sehr geehrter Herr Ueli Maurer,

Ich wende mich an Sie in meiner Eigenschaft als freier Bürger dieses Landes und als Patriot.

Nach dem skandalösen Entscheid des Bundesgerichts bin ich erstaunt über die Reaktion Ihrer Partei, die ein Referendum vorschlägt, um dieser Schande zu begegnen. Wie kann man ein Referendum vorschlagen über demokratisch verankerte und durch unser souveränes Volk in voller Gesetzmässigkeit angewandte Volksrechte? Das Bundesgericht hat den gottgegebenen und unumstösslichen Geist der vom Volk erworbenen und schwer erkämpften verfassungsmässigen Rechte gegen das Volk gewendet. Unsere Verfassung ist nicht ein Strafgesetz, das man beliebig nach den internationalistischen kriminellen Gelüsten unserer vom Ausland ferngesteuerten Bundesverräter manipulieren kann. Ihre erste Reaktion hätte darin bestehen müssen, eine Strafklage wegen Amtsmissbrauch von Seiten der Verräter des Bundesgerichts einzureichen. Ich rufe Ihnen in Erinnerung, dass die Bundesrichter nicht vom Volk gewählt sind und dass deren vorrangige Aufgabe im Rahmen der Bundesverfassung im Schutz der Bürger besteht, unter Wiederherstellung der erworbenen ureigenen Rechte und nicht darin, jenen Ausländern Vorteile zu verschaffen, die aufgrund ihres Benehmens und nicht aufgrund ihrer Herkunft ein Problem darstellen. Sie wis-

sen sehr wohl, dass alle Medien in den Händen der Marxisten sind und dass unter diesen Umständen ein Referendum nicht nur ein Spiel mit dem russischen Roulette bedeutet, sondern geradezu eine Rechtfertigung dieses abwegigen und widerrechtlichen Entscheids darstellt, wobei Ihre Reaktion aufgrund dieser Tatsachen den Bundesverrättern in die Hände arbeitet.

Indem ich von Seiten der grössten Partei des Landes auf eine echt vaterländische Aktion gegen diese Schande hoffe, sende ich Ihnen meine besten patriotischen Grüsse.

Philippe Brennenstuhl

